

22 janvier 2014

<https://c.lejssl.com/saone-et-loire/2014/01/22/center-parcs-deux-presidents-a-paris>

LE ROUSSET

Center Parcs : deux présidents à Paris

Les deux présidents du Conseil général 71 et de la Région Bourgogne se sont rendus, hier, à Paris pour affiner le projet du Rousset.

La date était fixée et la réunion a bien eu lieu hier. Une nouvelle étape a été franchie mardi pour l'avancée du projet d'implantation du village de vacances siglé Center Parcs au Rousset près de Joncy. Le président du conseil général de Saône-et-Loire, Rémi Chaintron et celui de la région Bourgogne, François Patriat, se sont rendus à Paris pour rencontrer le président fondateur du groupe Pierre et Vacances-Center Parcs, Gérard Brémond. Le duo est venu convaincre le responsable et instigateur du projet que les deux collectivités avaient un dossier solide de partenariat à proposer. « Nous avons eu effectivement une réunion commune pour approfondir le travail et envisager les conditions de réussite », a déclaré au JSL, le directeur de cabinet de Rémi Chaintron, Olivier Guillemin. L'idée était bien de montrer « le front uni » au numéro un de Center Parcs alors que le Jura convoite aussi le concept pour un site à Poligny. « Il a été sensible à notre démarche. On y croit fermement », a poursuivi la délégation de Saône-et-Loire. Côté Pierre et Vacances, on confirme l'entretien et on assure que « les études se poursuivent normalement » et que la décision finale sera livrée « d'ici à quelques semaines ».

300 emplois directs envisagés

Les deux collectivités, main dans la main prévoient d'investir 15 millions sur les 70 millions d'euros que devraient coûter les équipements collectifs du parc. Mais pas question de subventions publiques puisqu'elles ont décidé de mettre sur pied une société d'économie mixte (SEM), en espérant l'arrivée rapide de partenaires privés. Grâce à ce montage, la SEM serait propriétaire des équipements collectifs du parc et touchera des loyers de la part de Pierre et Vacances.

Ce projet de Center Parcs, véritable enjeu pour le département représenterait la possibilité de 300 emplois directs, 5 millions de commandes par an, des rentrées fiscales pour les collectivités et des retombées financières sur le territoire.

Emmanuelle Bouland